

Unité départementale de l'Aisne
10 rue de Mayenne
Cité administrative
02200 Soissons

Soissons, le 30/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARF

22 rue Jean Messenger-BP 40137
59330 Saint-Remy-Du-Nord

Références : -
Code AIOT : 0005100154

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 dans l'établissement ARF implanté 9 Route de Soissons ZI de la Soudière 02300 Chauny. L'inspection a été annoncée le 08/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 sur le site ARF.

L'objectif est d'approfondir la prescription sur la surveillance environnementale autour de ce site.

La surveillance environnementale est un processus d'observation de l'état de l'environnement portant sur un ou plusieurs compartiments tels que l'air ambiant et les retombées de poussières, les végétaux, les sols ou encore la faune.

Elle est un élément essentiel permettant de constater l'impact réel d'une installation durant son

fonctionnement.

Une surveillance environnementale (SE) va permettre de s'assurer :

- de la maîtrise effective des émissions de l'installation,
- de l'absence de dégradation préoccupante des milieux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARF
- 9 Route de Soissons ZI de la Soudière 02300 Chauny
- Code AIOT : 0005100154
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARF exploite un centre de transit, regroupement, traitement et incinération de déchets industriels dans la zone industrielle sud de la commune de Chauny.

Les activités autorisées du site sont les suivantes :

- décapage par pyrolyse d'emballages métalliques souillés et d'accessoires métalliques souillés dans un four statique à sole mobile, d'une capacité maximale de 3 t/h (activité à l'arrêt);
- incinération de déchets liquides HPC (Haut Pouvoir Calorifique) et BPC (Bas Pouvoir Calorifique) dans une enceinte de post-combustion alimentée au gaz naturel, d'une capacité maximale de 7 t/h, permettant le traitement des fumées issues du four à pyrolyse ;
- production de vapeur à partir des gaz de combustion issus du four et de l'enceinte de post-combustion ;
- traitement par broyage d'aérosols et traitement des fractions liquides, gazeuses et solides.

Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2009, complété par les arrêtés du 7 juillet 2017 et 30 avril 2024.

L'établissement est classé « Seuil Haut » par dépassement direct des quantités mentionnées dans la nomenclature des ICPE pour le stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique (rubrique 4511).

Il est également soumis à la directive IED au titre de la rubrique principale 3520 "Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations coïncinération des déchets" dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles sont celles associées au BREF WI.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 4
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Respect des	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective,	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	VLE associées aux émissions atmosphériques	12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
2	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
4	Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
5	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.2.4	Sans objet
6	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.2.4	Sans objet
7	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les analyses des différents rapports liés à la surveillance environnementale autour du site ARF de chauny ont permis de mettre en évidence l'absence d'impact direct entre les émissions actuelles du site sur l'environnement, les profils de congénères dans les sols n'étant pas corrélés à ceux observés à l'émission. Toutefois, la présence d'un marquage ancien lié au contexte industriel local

soulève des interrogations quant à l'impact sanitaire potentiel, conduisant à la demande d'une note d'analyse rétrospective des données et d'une mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires. Deux actions correctives sont attendues : une concernant la VLE sur les Nox et une concernant le respect de la durée de prélèvement pour les dioxines furanes .

Par ailleurs, 3 observations ont été formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).</p> <p>Notas :</p> <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise une mesure mensuelle sur cartouche pour mesurer le mercure.</p> <p>L'analyse des mesures révèle une non-conformité unique lors de la Mesure N°2, Essai 1, effectuée le 28 février 2025, où la valeur mesurée de mercure (0,02773 mg/Nm³) a dépassé la Valeur Limite d'Émission de 0,02 mg/Nm³.</p> <p>L'exploitant n'explique pas l'origine de ce dépassement. Il précise à l'inspection que les mesures en mercure réalisées sur les déchets entrants montrent des teneurs très faibles. Des investigations approfondies pourront être menées par l'exploitant vis-à-vis de cette mesure.</p> <p>Une exemption existe pour réaliser une mesure périodique, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois.</p> <p>Pour cela, l'exploitant doit démontrer, sur deux années consécutives, une teneur faible et stable en mercure par l'analyse des déchets entrants.</p> <p>De plus, pour confirmer qu'il s'agit bien d'un monoflux de déchets, il faut que les déchets qui le composent soient de nature constante c'est à dire qu'ils soient régulièrement contrôlés, ce qui est le cas, et proviennent des mêmes producteurs.</p> <p>L'exploitant doit obtenir de chaque producteur un écrit qui confirme la stabilité du procédé de</p>

fabrication dans le temps.

L'inspection note qu'à ce stade, la non-conformité sur la mesure en mercure du 28 février 2025 ne permet pas de s'affranchir de la mesure mensuelle sur cartouche.

Il conviendra à l'exploitant de revenir vers l'inspection lorsque l'ensemble des conditions seront satisfaites pour l'exemption du nota 6, à savoir :

- un écrit de chaque producteur qui confirme la stabilité du procédé de fabrication dans le temps.
- les teneurs faibles et stables en mercure par l'analyse des déchets entrants.
- des mesures mensuelles sur cartouche conforme sur une année glissante

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a

Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.

(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm³.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a bien noté la réalisation :

- de mesures mensuelles par analyse des cartouches pour les dioxines et furanes (PCDD/PCDF) et les PCB-DL,

- d'une campagne de mesure annuelle pour le benzo(a)pyrène

- d'une campagne de mesure semestriel sur les dioxines et furanes Bromés (PBDD/PBDF)

Il est intéressant de noter qu'un fichier spécifique sur le suivi des dioxines/furanes existe afin d'assurer un suivi graphique de ces paramètres.

En terme d'historique, l'analyse du graphique des PCDD/F montre des dépassements réguliers

entre septembre 2021 et février 2022. Cependant, depuis début 2023, un seul dépassement a été observé (août 2024 : 0.12ng/Nm ³ contre 0.08 ng/Nm ³).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Observation n°1</u> : Les résultats des PBDD/F pourront être ajouté à ce fichier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.
Constats : Lors de la transmission à l'inspection du suivi mensuel de l'analyseur en continu (juin 2025), il a été constaté que : - La valeur limite d'émission (VLE) en NO _x considérée était de 170 mg/Nm ³ , alors que la valeur réglementaire applicable selon l'arrêté ministériel est de 150 mg/Nm ³ . - Plusieurs dépassements journaliers de la VLE réglementaire (150 mg/Nm ³) ont été relevés au cours du mois de juin.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non-conformité n°1</u> : Il est demandé à l'exploitant :- d'appliquer la valeur réglementaire applicable (150 mg/Nm ³).- de présenter un plan d'actions correctives visant à assurer le respect de la VLE de 150 mg/Nm ³ - de mettre à jour ses procédures et outils de suivi pour garantir que la valeur limite réglementaire correcte soit désormais prise en compte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Déclaration GEREP / données attendues si seuils dépassés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions)
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque

année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

Constats :

L'établissement ARF à Chauny est soumis à obligation de déclaration annuelle de ses émissions dans l'application GEREPE en sa qualité d'installation classée soumise à autorisation, conformément au critère fixé à l'annexe 1 a de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 susvisé.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel susvisé l'exploitant est ainsi tenu de déclarer annuellement:

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.

L'inspection note que l'exploitant s'acquitte de ses obligations de déclaration.

Rejets canalisés:

Les rejets atmosphériques au niveau du site sont réglementés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/02/2017.

Les émissaires canalisés réglementés sur site sont rappelés ci-après:

Dénomination	Processus	État	Substances réglementées
Point de rejet 1	Décapage thermique par pyrolyse, post-combustion, traitement des générateurs d'aérosols et des emballages métalliques non vides et évènements des cuves de déchets liquides	En exploitation	Poussières, Sox, Nox, Hcl, HF, COT, CO, Métaux, Dioxines et furanes, CO2, Cd+Pb, Hg, As, Cr

L'inspection relève que pour sa déclaration, l'exploitant s'appuie uniquement sur :

- la moyenne des mesures relevées lors des contrôles inopinés

- les mesures d'autosurveillance ponctuelles.

Or, les paramètres poussières, CO, NOx, SOx, COT et HCl sont mesurés en continu par vos dispositifs d'analyse.

Il convient donc que l'exploitant intègre les mesures en continu dans les déclarations mensuelles et annuelles, afin d'améliorer leur précision et leur fiabilité.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir relevé une erreur sur le calcul du flux mesuré, essentiellement sur le paramètre CO (sur-estimation d'un facteur 6 à 10).

L'exploitant mènera des investigations plus poussées afin de corriger ce problème de calcul.

Rejets diffus:

L'inspection n'a constaté aucun point de rejet diffus lors de sa visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°2 : L'exploitant intégrera les mesures en continu dans les déclarations mensuelles et annuelles afin d'améliorer la précision et la fiabilité des données transmises à l'administration.

Observation n°3 : L'exploitant mènera des investigations approfondies afin de corriger ce problème de calcul et présenter un plan d'actions incluant les mesures correctives pour garantir la fiabilité des données déclarées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de son installation sur l'environnement.

Ce dernier est défini dans le tableau ci-dessous :

Type de surveillance	Suivi des retombées de poussières	Suivi de qualité des sols
Paramètres recherchés	Poussières, Métaux lourds, Dioxines et furanes	Métaux lourds, et furanes
Points de prélèvement situés sur les zones impactées par les retombées atmosphériques de DEM	4 collecteurs de précipitation de type jauge Owen placés sous les vents NE et SO	4 points de prélèvements
Points de prélèvements situés hors des zones impactées par les retombées atmosphériques de DEM	4 collecteurs de précipitation de type jauge Owen	2 points de prélèvements

Durée et période des campagnes de surveillance	2 mois pour les dioxines et furanes 1 mois pour les retombées de poussières et métaux particulaires Période identique d'une année sur l'autre	Prélèvements ponctuels
Fréquence des campagnes	Annuelle	Quinquennale

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis en concertation et en accord avec les différents parlementaires.

Lors de la surveillance en année de routine, l'implantation des collecteurs de précipitation ainsi que les points de prélèvement de sol demeure conforme à celle définie lors de la caractérisation de l'état initial (année 0).

Les points de référence sont par ailleurs localisés hors de la zone d'influence d'autres sources éventuelles pour les paramètres recherchés.

Constats :

Concernant le protocole de surveillance des retombées de métaux et de dioxines et furanes dans l'environnement référencé KL05.08.002 du 05/08/2002, l'inspection constate les points ci-dessous :

Identification des substances à enjeux du site :

Conformément à l'arrêté préfectoral susvisé les substances retenues dans le protocole de surveillance environnementale sont les dioxines furanes et les métaux ainsi que les poussières.

Typologie des milieux étudiés:

D'après l'ERS réalisée en 2008 la zone à proximité directe avec DEM Chauny est à vocation industrielle. Les premières habitations sont situées à 220m au Nord du site à Chauny.

La localisation des jauges 1 et 2 proches des premières habitations montre la prise en compte de cet enjeu dans le protocole de surveillance.

Voies d'exposition possibles :

L'ERS de 2008 souligne que:

- la voie d'exposition est l'inhalation pour les poussières, CO, Nox, Sox, COT, Hcl, HF
- les voies d'exposition sont l'ingestion et l'inhalation pour les dioxines/furanes et les métaux

La méthode retenue par le protocole KL05.08.002 est l'utilisation de jauges Owen permettant la mesure des retombées. Cette méthode permet de mesurer l'exposition par ingestion des populations aux rejets atmosphériques de l'exploitant.

Détermination de la rose des vents et nature des émissions:

Le protocole actuel s'appuie sur la rose des vents de la ville de Chauny réalisée en 2002, elle montre une prédominance des vents du sud-ouest, orientés vers Chauny, et des vents secondaires en provenance du nord-est, dans la direction Chauny vers ARF.

Les points de mesure étant situés dans cet axe ils correspondent donc aux zones impactées par le site et à celles définies dans l'arrêté préfectoral du 07/02/2017.

Les recommandations sont donc cohérentes avec les observations météorologiques.

L'inspection constate que le protocole est cohérent avec les enjeux présentés par l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.2.4		
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne sur les retombées atmosphériques		
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de son installation sur l'environnement. Ce dernier est défini dans le tableau ci-dessous.		
Type de surveillance	Suivi des retombées de poussières	Suivi de qualité des sols
Paramètres recherchés	Métaux lourds, Dioxines et furanes	Métaux lourds, et furanes
Points de prélèvement situés sur les zones impactées par les retombées atmosphériques de DEM	4 collecteurs de précipitation de type jauge Owen placés sous les vents NE et SO	4 points de prélèvements
Points de prélèvements situés hors des zones impactées par les retombées atmosphériques de DEM	4 collecteurs de précipitation de type jauge Owen	2 points de prélèvements
Durée et période des campagnes de surveillance	2 mois pour les dioxines et furanes 1 mois pour les retombées de poussières et métaux particuliers Période identique d'une année sur l'autre	Prélèvements ponctuels
Fréquence des campagnes	Annuelle	Quinquennale
<p>Métaux lourds: Sb + As + Pb+ Cr+ Co+ Cu + Mn + Ni + V + Sn + Se +Te + Cd + Tl + Zn + Hg</p> <p>Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis en concertation et en accord avec les différents parterementaires.</p> <p>Lors de la surveillance en année de routine, l'implantation des collecteurs de précipitation ainsi que les points de prélèvement de sol demeure conforme à celle définie lors de la caractérisation de l'état initial (année 0).</p> <p>Les points de référence sont par ailleurs localisés hors de la zone d'influence d'autres sources éventuelles pour les paramètres recherchés.</p>		
Constats :		

L'inspection a analysé le rapport de surveillance environnementale 2024 fourni par Evadies référencé 14424.

Concernant la complétude du rapport :

Polluants mesurés:

Les substances visées par les prélèvements correspondent à celles demandées dans l'arrêté Préfectoral du 07/02/2017 (Dioxines et furanes, poussières, Sb + As + Pb+ Cr+ Co+ Cu + Mn + Ni + V + Sn + Se +Te + Cd + Tl + Zn + Hg).

Cohérence des points de prélèvements :

Les points de prélèvements pour la campagne 2024 sont placés sous les vents de SO et NE et aux mêmes emplacements chaque année.

Les prélèvements sont effectués sur 4 points impactés et 4 points témoins.

Durée de prélèvement :

La campagne est d'une durée de 1 mois pour les Métaux / poussières et de 1 mois pour les dioxines.

L'inspection relève que, pour les dioxines furanes, cette durée de prélèvement est inférieure aux exigences de l'arrêté Préfectoral du 07/02/2017 susvisé (2 mois).

Milieu et méthode utilisée :

La campagne concerne les dépôts atmosphériques. Les prélèvements sont effectués à l'aide de jauges Owen.

Rose des vents sur la campagne :

La rose des vents mesurés pendant la campagne montre une prédominance des vents Sud/Sud-Ouest et des vents secondaires en provenance du Nord-est. L'orientation des vents sur la durée de la campagne est conforme à celle attendue lors de la définition du protocole.

Période de prélèvement :

La période de prélèvement est identique chaque année permettant une mesure de l'évolution de l'impact du site.

Concernant sa recevabilité :

Fonctionnement de l'installation :

Le rapport indique que le tonnage de déchets incinérés lors de la réalisation des campagnes reflète le fonctionnement normal de l'installation.

Blanc de terrain :

Le rapport indique la réalisation d'un blanc de terrain.

Résultats des mesures :

Les résultats des analyses sont présentés sous forme de tableau avec unités et incertitudes.

Sur les dioxines : L'ensemble des teneurs observées sont comprises dans les gammes de bruit de fond attendues en milieu rural.

Sur les métaux : Globalement, toutes les stations restent de l'ordre des bruits de fond définis (métaux avec référentiel de l'INERIS) et un environnement un peu plus marqué pour le Sb et le Sn sur la station 2 (pas de référentiel pour ces substances).

Analyse par rapport aux valeurs guides :

La comparaison avec des valeurs guides est effectuée pour les paramètres suivants : les poussières, Ni, As, Cd, Pb, Zn et Hg.

Les valeurs utilisées sont issues de la réglementation Allemande (Ta Lüft) et Suisse.

Analyse de l'évolution sur plusieurs années :

Le rapport reprend les mesures des 4 dernières années permettant le suivi de l'évolution des retombées.

Le rapport conclut :

L'analyse de l'évolution des concentrations sur les cinq dernières années montre une situation relativement stable et en adéquation avec le contexte industriel sur le secteur notamment pour le cas particulier de la station 2 qui affiche des dépôts marqués de manière régulière au fil des programmes. Il convient de rappeler que l'usine s'insère dans un contexte industriel passé et actuel étant très certainement à l'origine d'émissions fugitives, diffuses et canalisées de poussières et métaux dans l'environnement.

L'inspection note qu'une analyse plus approfondie devra être menée compte tenu des valeurs obtenus dans les sols (cf. point de contrôle n°7).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non conformité n°2 : L'exploitant veillera à respecter la durée de prélèvement pour les dioxines furanes pour l'ensemble des campagnes à venir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Campagne sur la qualité des sols.

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de son installation sur l'environnement.

Ce dernier est défini dans le tableau ci-dessous.

Type de surveillance	Suivi des retombées de poussières	Suivi de qualité des sols
Paramètres recherchés	Métaux lourds, Dioxines et furanes	Métaux lourds, et furanes
Points de prélèvement situés sur les zones impactées par les retombées atmosphériques de DEM	4 collecteurs de précipitation de type jauge Owen placés sous les vents NE et SO	4 points de prélèvements
Points de prélèvements situés hors des zones impactées par les retombées atmosphériques de DEM	4 collecteurs de précipitation de type jauge Owen	2 points de prélèvements

Durée et période des campagnes de surveillance	2 mois pour les dioxines et furanes 1 mois pour les retombées de poussières et métaux particulaires Période identique d'une année sur l'autre	Prélèvements ponctuels
Fréquence des campagnes	Annuelle	Quinquennale

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis en concertation et en accord avec les différents parterementaires.

Lors de la surveillance en année de routine, l'implantation des collecteurs de précipitation ainsi que les points de prélèvement de sol demeure conforme à celle définie lors de la caractérisation de l'état initial (année 0).

Les points de référence sont par ailleurs localisés hors de la zone d'influence d'autres sources éventuelles pour les paramètres recherchés.

Constats :

Les investigations menées dans le cadre du rapport de base de 2021 ont mis en évidence **une contamination significative des sols en métaux et dioxines**, confirmant des constats antérieurs. La présence de métaux lourds, déjà identifiée avant l'implantation de la société ARF, est attribuée **aux activités historiques de la zone industrielle** et notamment **aux remblais issus de résidus de grillage de pyrite**.

Cette pollution ancienne, connue des administrations, fait l'objet **de restrictions d'usage visant à éviter l'exposition du public**.

Le rapport de base recommandait par ailleurs la réalisation **d'une évaluation des risques sanitaires (ERS) afin de préciser les impacts potentiels sur la santé des usagers du site**, ainsi que **le maintien de l'imperméabilisation des sols** pour limiter les transferts.

La **campagne de surveillance de la qualité des sols menée en septembre 2021** confirme la persistance d'un marquage du compartiment sol, en particulier sur la station K1', localisée sur un chemin d'accès à l'ancien site ARKEMA, identifié comme **friche industrielle**.

Les concentrations en dioxines (PCDD/F) y atteignent 940 pg OMS2005-TEQ/g, soit environ **200 fois la valeur cible** (5 pg OMS2005-TEQ/g), tandis que le point témoin situé à 5 km du site (K5) présente également une valeur élevée (67,6 pg OMS2005-TEQ/g).

Ces résultats traduisent un **impact global du contexte industriel** local sans permettre d'établir un lien direct avec les émissions actuelles du site, les profils de congénères à l'émission et dans les sols n'étant pas corrélés.

Pour les **métaux**, les concentrations mesurées sur la station K1' demeurent supérieures aux valeurs de référence, avec des teneurs comprises entre 1,25 et 3 mg/kg pour le cadmium (valeur cible : 0,4 mg/kg) et 550 à 850 mg/kg pour le plomb (valeur cible : 20 mg/kg), sans évolution marquée depuis les précédentes campagnes. Les autres stations ne présentent pas de dépassements notables à comparaison avec la station K1'.

Ces éléments **soulèvent des interrogations quant à l'impact sanitaire potentiel**, notamment en cas de modification d'usage de la zone. Toutefois, dans l'état actuel, la zone concernée demeure une friche industrielle sans accueil de public, ce qui limite le risque d'exposition directe.

Une vigilance particulière devra être maintenue lors de toute évolution du site (changement d'usage, travaux, terrassements), et la campagne de suivi prévue en 2026 permettra de confirmer la stabilité des concentrations observées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de complément n°1 : Comme recommandé dans le rapport de base de 2021, il est demandé à l'exploitant d'actualiser l'évaluation des risques sanitaires (ERS) sur la base des données disponibles, en particulier pour caractériser les voies potentielles d'exposition.

Demande de complément n°2 : Il est demandé à l'exploitant de réaliser une note de synthèse consolidée présentant une analyse approfondie des résultats de qualité des sols depuis 2001.

Cette note devra :

- intégrer l'ensemble des données historiques disponibles, notamment les rapports Kalies de 2001, 2005 et 2017 ainsi que les campagnes récentes (rapport de base 2021 et campagne sols 2021) ;
- mettre en évidence l'évolution temporelle des concentrations en métaux et dioxines sur les stations suivies, et identifier les tendances (stabilité, baisse, hausse) ;
- discuter la cohérence spatiale et temporelle des résultats, notamment sur la station K1' fortement impactée ;
- proposer, le cas échéant, des ajustements du dispositif de suivi (fréquence, localisation des points) en vue de la prochaine campagne prévue en 2026.

Cette analyse permettra de capitaliser l'ensemble des données disponibles et de disposer d'une vision consolidée de l'évolution de la contamination sur le périmètre du site et son environnement proche.

Ces éléments seront à fournir à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Sans suite